



**Evolution de la situation économique, financière et monétaire des Comores au
cours de l'année 2014**

MARS 2015



SOMMAIRE

SYNTHESE	3
1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX.....	4
2 - EVOLUTION DU SECTEUR EXTERIEUR.....	5
2.1 - La balance commerciale	5
2.2 - Les autres postes de la balance des paiements	7
3 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES	8
3.1 - L'exécution du budget 2014	8
3.2 - Les prévisions budgétaires de l'Etat pour l'année 2015	9
4 - EVOLUTION DU SECTEUR MONETAIRE	11
4.1 - La masse monétaire	11
4.2 - Les contreparties.....	12
5 - PERSPECTIVES POUR 2015	14

SYNTHESE

La croissance économique mondiale s'est établie à 3,3% en 2014, niveau identique à celui enregistré en 2013, et a été marquée cette fois par une reprise dans les pays avancés (1,8% contre 1,3% en 2013), et un léger ralentissement dans les pays en développement (4,4% après 4,7% en 2013).

Aux Comores, les principaux indicateurs macro-économiques ont évolué comme suit en 2014 :

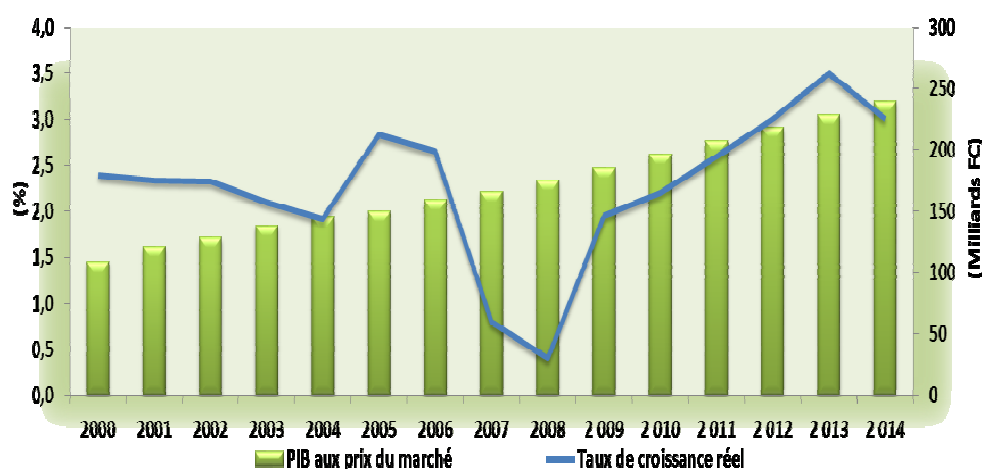
- Taux de croissance du PIB de 3%, contre une prévision initiale de 3,9% et après 3,5% en 2013 ;
- Ralentissement du taux d'inflation : 1,4% après 1,6% en 2013;
- Dégradation du solde extérieur courant : 10,5% du PIB contre 9,6% en 2013 ;
- Dégradation du déficit du solde primaire : 5 milliards FC contre un déficit de 2,6 milliards FC en 2013, représentant respectivement 2,1% et 1,1% du PIB ;
- Amélioration du taux d'endettement public : 25,3% du PIB en 2014 contre 26,3% en 2013 ;
- Croissance de la masse monétaire : 8,1% après une hausse de 2,8% en 2013 ;
- Baisse du taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets : 59,3% contre 62,9% en 2013, en relation avec la hausse du crédit au secteur privé.

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX

Après un premier semestre marqué par une croissance soutenue de l'activité économique, confortée par la validation de la 6^{ème} et dernière revue du programme FEC par le FMI en décembre 2013, un ralentissement de l'activité a été observé au 3^{ème} trimestre 2014, du fait de la crise de l'énergie, de l'accumulation des arriérés des salaires et de la faible exécution du programme des investissements publics. Cette situation a conduit à une révision à la baisse du taux de croissance du PIB à 3% pour l'année contre une prévision initiale de 3,9%.

Ce niveau de croissance est obtenu grâce au soutien de la demande intérieure privée, en liaison avec le niveau élevé des financements bancaires au secteur privé et la consolidation des transferts courants privés nets, qui ont augmenté de 4,4%.

Évolution du PIB nominal et du taux de croissance réel



Cette activité s'est déroulée dans un contexte d'évolution contenue du niveau général des prix. Les estimations de l'INSEED affichent **un taux d'inflation moyen de 1,4% pour l'année 2014**, en raison à la fois d'une production agricole abondante, notamment maraichère et de l'atténuation des tensions sur les cours mondiaux des produits pétroliers et alimentaires, en dépit d'un taux de change défavorable du Franc Comorien par rapport au Dollar.

Indice des prix à la consommation

Année de base 1999

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014*
Taux d'inflation annuel (en %)	4,5	4,7	4,9	3,8	1,8**	6,3	1,6	1,4

Sources: Commissariat Général au Plan, INSEED * Provisoires, ** Estimations FMI

2 - EVOLUTION DU SECTEUR EXTERIEUR

Les premières estimations de la balance des paiements¹ affichent une dégradation du compte des transactions courantes, dont le déficit s'est creusé de plus de 3,1 milliards FC, pour s'établir à 25,2 milliards FC en 2014 contre 22,1 milliards FC en 2013, représentant respectivement 10,5% du PIB et 9,6%.

EXTRAIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DES COMORES		(en millions FC)		
		2012	2013	2014*
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES		-15 753	-22 104	-25 222
1 BIENS		-75 941	-76 743	-73 294
Crédit (Exportations FOB)		7 469	7 609	8 065
<i>Vanille</i>		552	1 413	640
<i>Girofle</i>		5 494	3 380	3 456
<i>Essences d'Ylang-ylang</i>		666	797	900
<i>Autres (y compris les reventes d'hydrocarbures)</i>		756	1 679	5 029
Débit (Importations FOB)		-83 411	-84 352	-81 359
<i>Imports CAF Produits alimentaires</i>		-24 468	-21 285	-23 024
<i>Produits pétroliers</i>		-25 519	-26 244	-20 791
<i>Biens d'équipement</i>		-9 741	-10 003	-12 299
<i>Biens intermédiaires</i>		-10 274	-10 570	-10 208
<i>Autres</i>		-34 674	-37 313	-35 482
2 SERVICES		-12 933	-11 260	-11 240
Crédit		26 818	30 955	30 426
Débit		-39 751	-42 215	-41 666
<i>Dont CAF</i>		-24 076	-24 246	-23 415
3 REVENUS		-648	-786	-665
Crédit		1 440	1 526	1 668
Débit		-2 088	-2 312	-2 333
4 TRANSFERTS COURANTS (NETS)		73 770	66 685	59 837
Administration publique		39 244	17 946	8 943
Secteur Privé		34 526	48 739	50 894

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF
* Estimations

2.1 - La balance commerciale

Le **déficit commercial s'est réduit de 4,4%**, s'établissant à 73,3 milliards FC en 2014 contre 76,7 milliards FC en 2013, sous l'effet d'une hausse de 8% de la valeur des exportations combinée à une baisse de 3,5% de celle des importations. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré de 2,6 points de pourcentage pour se situer à 9,2% en 2014 contre 6,6% en 2013.

Les exportations de girofle et d'essences d'ylang-ylang se sont bien comportées, à la faveur d'un effet-volume pour le girofle et d'un effet-prix pour les essences d'ylang-ylang. En effet, les exportations de girofle, actuellement principal produit de rente du pays, ont légèrement progressé, s'élevant à 3,5 milliards FC en 2014 contre 3,4 milliards FC en 2013, la hausse du volume exporté compensant le recul du prix du produit sur le marché international.

	2012	2013	2014*
Taux de couverture (Exports/ Imports)	6,9%	6,6%	9,2%
Degré d'ouverture (Exports + Imports) / PIB	51,2%	49%	46,3%

¹ Au stade actuel, les estimations sur le compte de capital et d'opérations financières ne sont pas disponibles

Une hausse de 12,9% de la valeur exportée des essences d'ylang-ylang a été enregistrée, en relation principalement avec la forte progression des prix moyens à l'exportation du produit, qui sont passés de 20.562 FC à 30.656 FC le kg en 2014, compensant ainsi la baisse du volume exporté de 39 tonnes à 29 tonnes en 2014.

Evolution des exportations des Comores années 2012 à 2014							
Produits	Quantités (tonnes)			Valeurs FOB (millions FC)			Var (val) 14/13 en %
	2012	2013	2014*	2012	2013	2014*	
Vanille	79	89	27	552	1 413	640	-55
Girofle	2 242	1 422	1 863	5 494	3 380	3 456	+2
Ylang-ylang	34	39	29	666	797	900	+13
Autres essences	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits**	1 234	1 434	3 781	553	1 400	4 409***	+215
Total	3 588	2 984	5 700	7 215	6 989	9 404	+35

Source : Direction Générale des Douanes, estimations BCC
**Chiffres provisoires*
*** non comprises les reventes d'hydrocarbures*
**** Réexportation des engins (un retraitement est opéré dans les statistiques de la BdP)*

Sources : Direction Générale des Douanes, Enquêtes BCC

La valeur des importations s'est inscrite en baisse, s'établissant, en valeur FOB, à 81,4 milliards FC en 2014 contre 84,4 milliards FC en 2013. En valeur CAF, la baisse est de 3,4%, passant de 105,4 milliards FC en 2013 à 101,8 milliards FC en 2014.

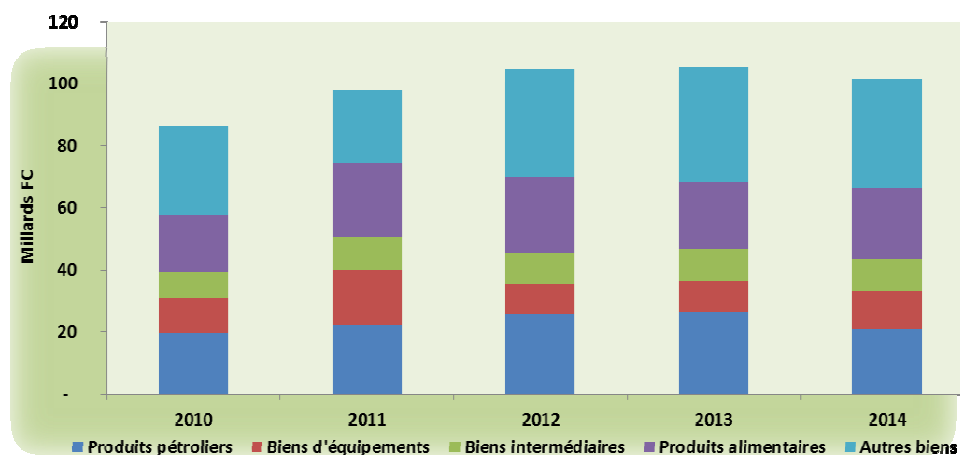
Evolution des importations des Comores 2012 à 2014							
Produits	Quantités (en tonnes)			Valeurs CAF (en millions FC)			Variat (%) (14/13)
	2012	2013	2014*	2012	2013	2014*	
Riz	56 635	51 815	51 358	11 395	10 770	11 890	+10
Viande, poisson	9 987	8 692	11 086	5 284	4 555	6 014	+32
Farine	12 040	10 201	11 250	2 763	2 412	2 579	+7
Sucre	8 495	5 138	1 347	2 844	1 461	332	-77
Produits laitiers	3 858	3 972	3 947	2 182	2 086	2 209	+6
Produits pharmac.	308	248	501	1 292	700	1 645	+135
Tissus confection	1 305	1 575	1 042	533	729	702	-4
Produits pétroliers	50 232	60 480	53 934	25 519	26 244	20 791	-21
Ciment	137 684	144 686	147 755	6 529	6 007	6 786	+13
Véhicules	5 358	5 871	6 211	9 741	10 003	12 299	+23
Fer, fonte, acier	12 151	14 395	10 315	3 745	4 563	3 423	-25
Autres produits	66 124	72 981	71 588	32 849	35 885	33 135	-8
Total	364 177	380 054	370 335	104 676	105 416	101 804	-3

Source : Direction générale des douanes,
** Chiffres provisoires*

En effet, le volume des importations de produits pétroliers a été réduit de 11%, revenant de 60.480 tonnes en 2013 à 53.934 tonnes en 2014, concourant à la baisse de la valeur des importations de ces produits de 26,2 milliards FC en 2013 à 20,8 milliards FC en 2014 (-20,8%), en dépit de l'appréciation du franc comorien par rapport au dollar US.

En revanche, les importations des produits alimentaires ont continué à augmenter à un rythme soutenu (+8%) pour atteindre 23 milliards FC en 2014 contre 21,3 milliards FC en 2013, suite à l'accroissement de 10% de la valeur des importations du riz et de 32% de la valeur des importations de viande et de poisson.

Evolution des importations



Sources : Direction Générale des Douanes, Enquêtes BCC

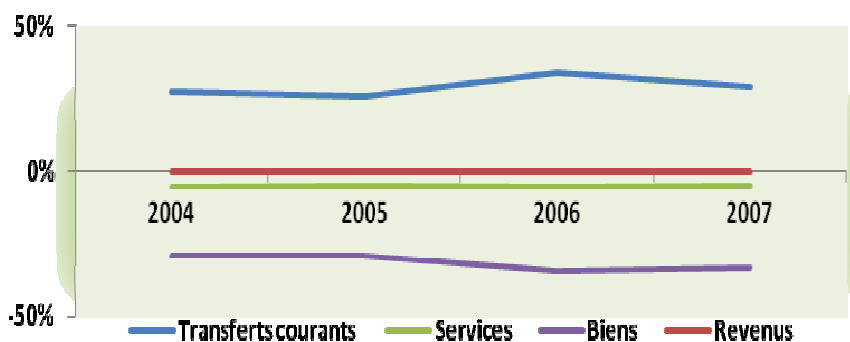
2.2 - Les autres postes de la balance des paiements

Les transferts courants privés se sont consolidés de 4,4%, s'élevant à 50,9 milliards FC en 2014 contre 48,7 milliards FC en 2013, concourant à contenir à 10,5% du PIB le déficit du compte courant de la balance des paiements en 2014 contre 9,6% en 2013, fortement impacté par la diminution de plus de 50% des concours extérieurs publics (8,9 milliards FC en 2014 contre 17,9 milliards FC en 2013).

La balance des services s'est maintenue à 11,2 milliards FC, niveau identique à celui observé en 2013, en relation avec les importations de biens. Le poste « Transports » affiche un déficit de 41,6 milliards FC et le poste « Voyages » est excédentaire de 8,3 milliards FC.

Le déficit de la rubrique « Revenus » a diminué légèrement par rapport à 2013, avec un faible impact sur le compte des transactions courantes.

Évolution des principaux soldes du compte courant (en % du PIB)



Sources : Direction Générale des Douanes, Enquêtes BCC

La position extérieure de la banque centrale s'est consolidée et couvre 5,6 mois d'importations de biens et services.

3 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

3.1 - L'exécution du budget 2014

Les chiffres fournis par le Trésor affichent un montant total de **recettes de 61,2 milliards FC** contre une réalisation de 55,1 milliards FC en 2013, soit une hausse de 11,2%, en liaison avec **l'accroissement de 38,7% des concours extérieurs, les recettes intérieures se contractant de 1,8%**.

Projetées à 39,3 milliards FC, les recettes intérieures se sont établies à 36,8 milliards FC contre 37,4 milliards FC en 2013, en liaison avec la baisse de 16,7% des recettes non-fiscales. Les recettes fiscales se sont consolidées de 2,4% pour atteindre 29,9 milliards FC en 2014 (près de 92% de la prévision) contre 29,2 milliards FC en 2013, tandis que les recettes non-fiscales, prévues à 6,7 milliards FC, se sont élevées à 6,8 milliards FC contre 8,2 milliards FC en 2013.

Parallèlement, les concours extérieurs ont atteint 24,5 milliards FC, répartis entre aides budgétaires (3,9 milliards FC après 2,4 milliards FC en 2013) et dons-projets (20,6 milliards FC contre 15,2 milliards FC en 2013).

Recettes et Dépenses budgétaires courantes			
<i>(en millions FC)</i>			
	2012	2013	2014*
Recettes fiscales	26.849	29.236	29.940
<i>Dont : Impôts sur les revenus et les bénéfices</i>	6.402	7.539	7.265
<i>TC et assimilées</i>	5.202	6.390	6.019
<i>Commerce international</i>	9.250	5.334**	5.226**
Recettes non-fiscales	19.139	8.180	6.812
<i>Dont : Recettes des services</i>			
Total des recettes intérieures	45.989	37.416	36.752
Traitements et salaires	18.278	18.582	21.423
Biens et services	8.932	9.047	11.808
Transferts	4.394	5.227	5.087
Intérêts de la dette	977	504	763
Autres dépenses courantes	9.317	2.043	3.113
Total des dépenses courantes	41.898	35.403	42.195
<i>Sources : Ministère des Finances, FMI</i>			
<i>* Provisoires</i>			
<i>** Nouvelle classification des recettes douanières, excluant désormais la Taxe à la Consommation et la patente à l'importation ainsi que l'acompte IBD payé à l'importation</i>			

Les dépenses totales et prêts nets ont atteint 63,1 milliards FC contre 57 milliards FC en 2013, soit une augmentation de 10,7%, en relation avec la croissance des dépenses courantes (+19,2%), les dépenses en capital s'accroissant de 3%.

Prévue initialement à 20,1 milliards FC, la rubrique « salaires » s'est établie à 21,4 milliards FC contre 18,6 milliards FC en 2013, affichant ainsi une hausse de 15,3%. Cette augmentation résulte notamment de la mise en œuvre au mois de mars 2014 des mesures catégorielles relatives à l'amélioration des salaires des enseignants.

La rubrique « Biens et services » augmente de 30,5%, s'établissant 11,8 milliards FC contre 9 milliards FC en 2013. Cette hausse de près de 1,8 milliard FC s'explique par les dépenses exceptionnelles liées notamment aux préparatifs des élections harmonisées et à la tenue de la conférence des chefs d'Etat des pays de l'Océan Indien. Le service de la dette s'est accru de 51,4%, tandis que la rubrique « Transferts » a enregistré une contraction de 2,7%.

Les dépenses en capital se sont établies à 20,9 milliards FC contre 20,3 milliards FC en 2013. Toutefois, la part des dépenses en capital financées sur ressources intérieures a considérablement chuté, représentant 16,6% du total des dépenses en capital contre 35% en 2013 et 37,2% en 2012.

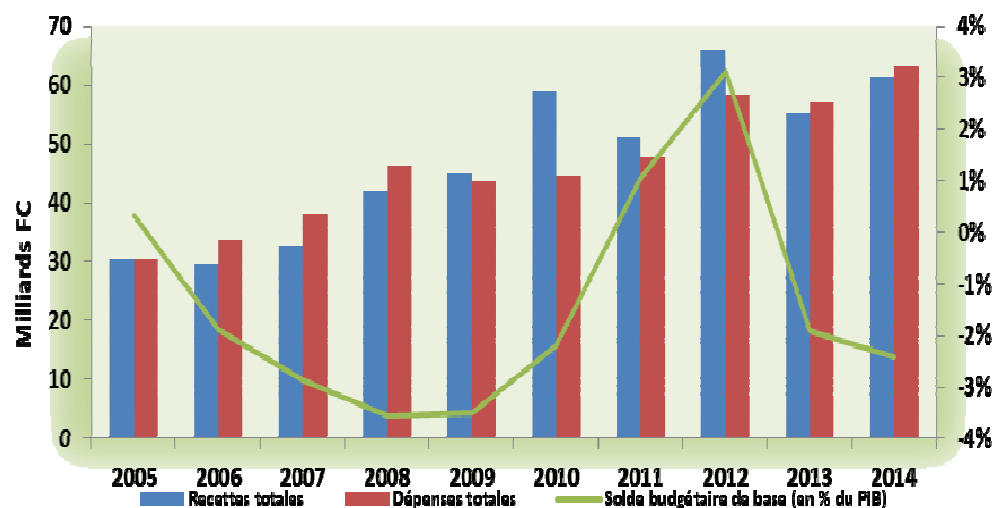
Le **solde primaire** ressort déficitaire à plus de 5 milliards FC contre un déficit de 2,6 milliards FC en 2013, représentant respectivement 2,1% et 1,1% du PIB.

Le **solde budgétaire de base** s'est également détérioré, le déficit s'établissant à 2,4% du PIB contre un déficit de 1,9% en 2013, après deux années excédentaires consécutives de 3,1% en 2012 et de 1,0% en 2011.

Le déficit du **solde global (dons inclus)** s'est légèrement amélioré, s'établissant à 1,9 milliard FC contre 2 milliards FC en 2013, représentant respectivement 0,8% et 0,9% du PIB contre des excédents de 3,6% en 2012 et de 1,5% en 2011. En revanche, le déficit du **solde global hors dons** s'est creusé à nouveau, pour s'établir à 11% du PIB après 8,6% en 2013 et 5,6% en 2012.

Le **ratio de l'endettement public** s'est légèrement amélioré, affichant un taux de 25,3% du PIB en 2014 contre 26,3% en 2013 et après 51,3% en 2012.

Evolution des recettes et des dépenses de l'Etat et du solde budgétaire de base (en % du PIB)



Source : CREF (Ministère des Finances) et Projection FMI

3.2 – Les prévisions budgétaires de l'Etat pour l'année 2015

La loi de finances 2015 a fixé les prévisions du budget de l'Etat comme suit :

- 42.164 millions FC de recettes publiques internes, réparties entre 34.972 millions FC de recettes fiscales et 7.192 millions FC de recettes non fiscales,
- 25.098 millions FC de recettes externes, dont 24.098 millions FC pour les projets,
- 41.981 millions FC de dépenses courantes primaires, dont 23.337 millions FC pour les « salaires »,
- 28.107 millions FC de dépenses en capital, dont 3.573 millions FC financées sur ressources internes.

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

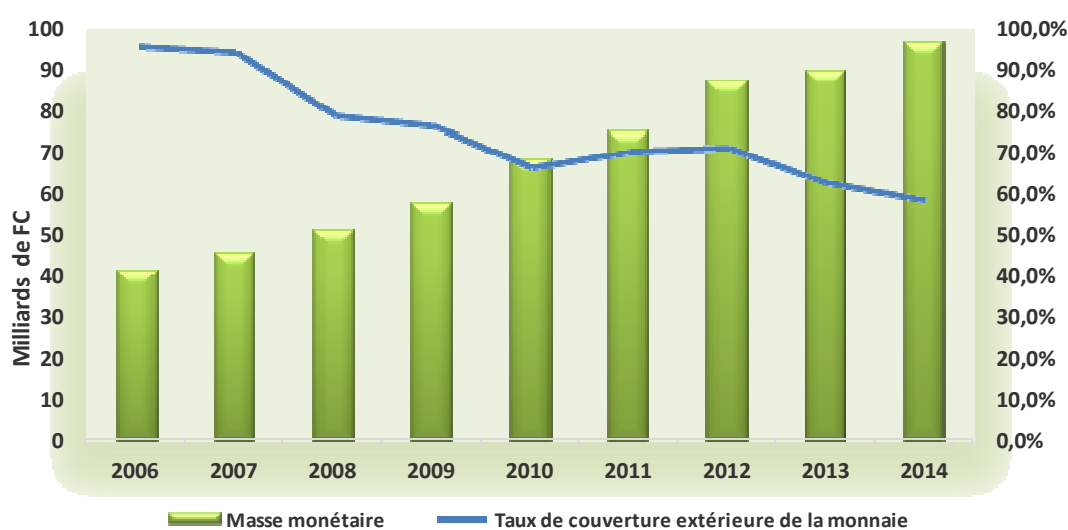
BUDGET GENERAL		<i>(en millions FC)</i>	
	2014	2015	
Recettes fiscales	32 647	34 972	
Recettes non-fiscales	6 664	7 192	
Recettes exceptionnelles	0	0	
Recettes externes	25 395	25 098	
Total des recettes	64 706	67 262	
Dépenses courantes	39 326	42 470	
Rémunération du personnel	20 126	23 337	
Biens et services	10 033	9 681	
Transferts	5 336	5 390	
Intérêts de la dette	405	419	
Dépenses courantes sur financement extérieur	3 426	3 643	
Dépenses en capital	38 718	28 107	
Sur financement propre	7 238	3 573	
Sur financement extérieur	30 687	24 116	
Financées sur fonds de contrepartie	793	0	
Dette publique	0	418	
Total des dépenses	78 044	70 577	
Solde Primaire	- 3 422	183	
<i>Sources : Loi de Finances Rectificative 2014 et Loi de Finances 2015</i>			

4 - EVOLUTION DU SECTEUR MONETAIRE

La masse monétaire s'est élevée à 97,1 milliards FC à fin décembre 2014 contre 89,9 milliards FC un an plus tôt, soit une hausse de 8,1%. Cette évolution est expliquée par la consolidation des avoirs extérieurs nets, qui se sont établis à 57,6 milliards FC contre 56,6 milliards FC à fin 2013, après s'être contractés à 46,8 milliards FC en juin 2014. Le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets s'est détérioré, s'établissant à 59,3% contre 62,9% en 2013, 71,8% en 2012 et 71,5% en 2011, en relation avec l'accroissement du crédit à l'économie.

Le crédit intérieur a suivi une tendance haussière plus prononcée sur la période, passant de 59,7 milliards FC en décembre 2013 à 67,3 milliards FC en décembre 2014, soit une hausse de 12,7%, sous l'influence de l'évolution de ses deux sous-composantes.

Évolution de la masse monétaire et du taux de couverture extérieure de la monnaie



4.1 - La masse monétaire

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)					Variation (%) / Déc 2014	
	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	déc-13	juin-14
M1 / Moyens de paiements	56 878	55 418	54 035	63 368	62 252	9,4	15,2
Circulation Fiduciaire hors BEF	21 740	18 862	20 220	24 489	24 693	13,6	22,1
Dépôts à vue	35 138	36 557	33 815	38 880	37 560	6,9	11,1
Banque Centrale	473	584	567	597	1 008	113,2	77,6
Banques et Etablissements Financiers	34 665	35 973	33 248	38 282	36 552	5,4	9,9
M2 - M1 / Epargne Liquide	32 984	32 352	32 640	33 662	34 886	5,8	6,9
M2 / Masse Monétaire	89 862	87 770	86 675	97 030	97 139	8,1	12,1

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

Au niveau des composantes, l'agrégat « **M1, Moyens de paiements** » a enregistré une forte progression de 5,4 milliards FC sur un an, soit une hausse de 9,4% contre une hausse de seulement 0,6% un an auparavant. La circulation fiduciaire s'est maintenue à un niveau élevé, atteignant 24,7 milliards FC contre 21,7 milliards FC à fin décembre 2013, après un pic historique de 25,4 milliards FC en août 2014, en liaison avec la forte progression des achats de devises par la Banque centrale en cette période.

Les dépôts à vue ont augmenté de 6,9% par rapport à décembre 2013, s'élevant à 37,6 milliards FC en décembre 2014 contre 35,1 milliards FC en décembre 2013 tandis que les dépôts d'épargne ont atteint 34,9 milliards FC en décembre 2014 contre 33 milliards FC en décembre 2013. Cette évolution des dépôts à vue s'observe aussi bien au niveau des dépôts auprès de la Banque centrale, dont l'encours a doublé, passant de 473 millions FC en décembre 2013 à 1 milliard FC en décembre 2014, que des dépôts auprès des établissements bancaires, qui ont augmenté de 5,4% (36,6 milliards FC en 2014 contre 34,7 milliards FC en 2013).

L'agrégat « **M2 - M1, Epargne liquide** » a enregistré une hausse de 5,8%, portant le niveau d'épargne à 34,9 milliards FC après 33 milliards FC en décembre 2013. La part dans M2 s'est établie à 35,9% en 2014 contre une part de 36,7% en 2013 à

4.2 - Les contreparties

Les avoirs extérieurs nets se sont consolidés au cours de l'année, s'établissant à 57,6 milliards FC contre 56,6 milliards FC à fin 2013, après 46,8 milliards FC en juin 2014, notamment suite à l'augmentation des avoirs de la Banque centrale. En revanche, les engagements extérieurs sont restés stables. La position extérieure nette des autres établissements financiers s'est contractée, s'établissant à 0,6 milliard FC en décembre 2014 contre 6,3 milliards FC en décembre 2013, suite à la forte contraction des avoirs bruts (en règlement des importations notamment), les engagements extérieurs restant stables sur la période.

Le crédit intérieur a suivi une tendance haussière plus prononcée sur la période, passant de 59,7 milliards FC en décembre 2013 à 67,3 milliards FC en décembre 2014, soit une hausse de 12,7%.

L'encours des crédits au secteur privé, orienté principalement vers les entreprises privées (52%) et les particuliers (46,5%), est passé de 54,2 milliards FC à fin décembre 2013 à près de 59 milliards FC à fin décembre 2014, après un pic de 59,5 milliards FC au mois d'octobre 2014. En effet, de décembre 2013 à décembre 2014, l'encours des crédits octroyés aux entreprises privées a augmenté de 1,7 milliard FC, soit une hausse de 5,8%, tandis que les crédits accordés aux particuliers augmentaient de 3,6 milliards FC, en hausse de 15,2%.

En termes d'échéances, les crédits à court terme ont peu progressé sur la période, passant de 22,3 milliards FC en décembre 2013 à 22,6 milliards FC en décembre 2014, soit une hausse de 1,8%. En revanche, les crédits à moyen et long terme affichent une hausse de 16,3% sur la même période. L'encours est passé de 14,8 milliards FC en décembre 2013 à 17,2 milliards FC en décembre 2014.

EVOLUTION DU CREDIT PAR ECHEANCE	Encours (millions FC)					Variation (%) / Déc 2014	
	déc-13	juin-14	sept-14	déc-14	déc-13	juin-14	
Crédit à court terme	22 257	21 924	22 747	21 614	22 647	1,8	-0,4
Crédit à moyen terme	12 663	12 991	14 644	14 412	16 199	27,9	10,6
Crédit à long terme	2 148	1 982	2 039	2 112	1 029	-52,1	-49,6

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

Les créances nettes à l'Etat sont passées de 5,5 milliards FC en décembre 2013 à 8,3 milliards FC en décembre 2014, en liaison essentiellement avec la contraction des dépôts de l'Etat, (-24,6% entre décembre 2013 et décembre 2014), l'encours des créances brutes n'ayant augmenté que de 1,6%, passant respectivement de 15,8 milliards FC à 16 milliards FC.

EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)					Variation (%) / Déc 2014	
	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	déc-13	juin-14
AVOIRS EXTERIEURS (NETS)	56 567	51 490	46 771	57 525	57 561	1,8	23,1
Banque Centrale des Comores	50 242	49 043	43 735	53 821	56 988	13,4	30,3
Banques et Etablissements Financiers	6 325	2 447	3 036	3 704	573	-90,9	-81,1
CREDIT INTERIEUR	59 694	63 256	66 618	65 761	67 279	12,7	1,0
Créances nettes sur l'Administration Centrale	5 511	8 171	7 708	7 819	8 293	50,5	7,6
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	15 787	15 846	15 780	15 672	16 039	1,6	1,6
Dépôts (de l'Administration Centrale)	10 276	7 675	8 072	7 853	7 746	-24,6	-4,0
Crédits à l'économie	54 183	55 085	58 910	57 942	58 986	8,9	0,1
Autres Sociétés Financières	97	8	10	20	21	-78,3	100,9
Adm. États Fédérés et Locales	154	144	135	125	166	8,2	23,1
Sociétés Non Financières Publiques	986	2 393	2 054	2 230	771	-21,8	-62,4
Autres Sociétés Non Financières	29 075	27 898	30 348	28 330	30 743	5,7	1,3
Autres Secteurs Résidents	23 871	24 643	26 363	27 237	27 285	14,3	3,5
AUTRES POSTES NETS	-26 399	-26 976	-26 714	-26 256	-27 702	4,9	3,7
Total des Contreparties	89 862	87 770	86 675	97 030	97 139	8,1	12,1

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

5 - PERSPECTIVES POUR 2015

L'Union des Comores a enregistré au cours des dernières années une amélioration de sa situation économique grâce aux efforts obtenus dans le cadre de l'exécution avec succès du programme avec le FMI appuyé par les Facilités Elargies de Crédit.

Une nouvelle stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D) a été adoptée à fin 2014 et prévoit une accélération de la croissance devant se situer entre 3,5 et 4% en 2015.

Les autorités comoriennes ont exprimé la volonté de négocier un second programme avec le FMI pour consolider les résultats obtenus pendant ces trois dernières années, en particulier la consolidation des réformes sur la gestion des finances publiques et la restructuration des entreprises publiques.

Dans un contexte politique marqué par le déroulement des élections harmonisées des députés et des conseillers, l'activité économique en début d'année est marquée par l'aggravation de la crise de l'énergie et à l'accumulation des arrières de salaires. Le taux de croissance du PIB est projeté à 3,2% en 2015 après 3% en 2014.

Cette croissance est soutenue par la consommation finale, en grande partie privée, et par les investissements publics :

- dans le secteur de l'énergie sur financement de la BAD et de la Banque Mondiale à hauteur de 8 milliards de francs comoriens,
- dans les infrastructures routières, financées par le Fonds d'Entretien Routier et le projet PADDST de l'Union Européenne.
